

# Syndicalisme en Colombie : la face cachée de la répression

1er mars 2014

Youphil

**Nombreuses sont les formes de répression subies par les syndicalistes en Colombie, violentes ou non. Il s'agit d'une mécanique bien rodée de répression anti-syndicale perpétrée par le gouvernement, les entreprises et les milices paramilitaires. Nous avons rencontré des membres du plus important syndicat de l'industrie pétrolière du pays, ainsi que le directeur d'une ONG internationale spécialisée dans l'accompagnement et la protection des organisations syndicales colombiennes. Ils nous ont fait part de leur analyse et recommandations.**

Malgré sa sulfureuse réputation de narco-Etat secoué par un conflit de plus d'un demi-siècle, la Colombie est un pays qui va mieux sous le gouvernement de droite du président Juan Manuel Santos. Signature du TLC avec les États-Unis, candidature à l'OCDE, c'est une image neuve que l'on donne à voir de ce pays dans la presse et les relations internationales. Le Ministère du Tourisme Colombien a lancé en 2013 une campagne visant à promouvoir efficacement cette image avec un slogan accrocheur et amusant : « La Colombie, le risque est que tu veuilles y rester »[1].

Premier pays du sous-continent au classement Doing Business[2] de la Banque Mondiale, le pays représente un nouvel Eldorado[3] pour les investisseurs. En apparence seulement. C'est au prix de l'oubli d'un douloureux passé et du lourd tribut versé par des milliers de colombiens et colombiennes dans la défense de leurs droits au travail. Le syndicalisme en Colombie a la vie dure, et être militant syndical signifie s'exposer à des risques quotidiens, et souvent fatals.

## Sous syndicalisation, violences et stigmatisation

Dans le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine[4] et le troisième plus inégal au monde, seule 4,9% de la masse salariale est syndiquée (soit un peu plus de 800 000 personnes)[5]. Ce taux – l'un des plus faibles au monde - se trouve très en deçà des standards régionaux[6]. De plus, il a subi une chute vertigineuse depuis les années 1970[7] à l'aube des violences anti-syndicales, et il demeure en lente régression.

Cette baisse de la syndicalisation se doit à une répression importante, qu'elle soit violente ou non. Les processus de privatisation des grandes entreprises publiques ces dernières années, la sous-traitance, les fusions, la flexibilisation du travail et les menaces ont largement surpassé l'émergence de nouveaux syndicats dans le secteur privé.

Ainsi, l'acte de création administrative d'un syndicat se révèle être une barrière redoutable pour l'exercice du droit d'association. Ainsi, entre 2002 et 2007, 491 demandes de création de syndicat ont été rejetées. De plus, il s'agit du seul pays d'Amérique latine dont le gouvernement possède la faculté de dissoudre un syndicat par voie judiciaire. Le résultat global est une atomisation du mouvement syndical en petites organisations sans capacité de mobilisation ni de coordination.

Parallèlement, près des deux tiers de la population active travaillent dans l'informalité[8], ce qui implique l'absence de contrat de travail formel, peu ou aucune garantie de salaire minimum, d'horaires légaux de travail, de cotisation à la retraite et d'accès aux soins de santé.

Actuellement, la moitié des syndicats se regroupe en trois centrales syndicales[9]. La plus importante, la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT) qui regroupe 65% des travailleurs syndicalisés, est aussi la plus menacée[10].

En effet, être syndicaliste en Colombie est une activité à hauts risques. 63% des syndicalistes assassinés dans le monde sont Colombien-ne-s.[11] Entre 2000 et 2010, ce sont près de 1.000 dirigeants syndicaux colombiens qui ont été assassinés[12] et depuis l'entrée en fonction de l'actuel gouvernement du président Juan Manuel Santos

en Août 2010, ils ont été plus de 60[13]. L'année 2013 laisse augurer une augmentation de ces violences selon l'ENS (École Nationale Syndicale), principale ONG colombienne assurant une veille sur le droit des travailleurs dans le pays.[14]. Selon les données préliminaires de l'organisation, 26 travailleurs syndiqués ont été assassinés entre le 1er janvier et le 11 décembre 2013, sans compter 13 tentatives d'homicide, 149 menaces de mort, 28 cas d'intimidation et 13 arrestations arbitraires.

**LIRE LA SUITE ICI** : <http://regardsdameriquecentrale.blog.youphil.com/archive/2014/02/15/sy...>

»» <http://regardsdameriquecentrale.blog.youphil.com/archive/2014/02/15/sy...>